

Direction régionale et interdépartementale  
Environnement Energie - UD78

78-2023-04-17-00004

Arrêté préfectoral mettant en demeure la  
société SAFETY KLEEN FRANCE pour les  
installations qu'elle exploite à Coignières (78310)  
ZA des Marais - 20 rue des Osiers



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**  
**mettant en demeure la SOCIÉTÉ SAFETY KLEEN FRANCE**  
**pour les installations de COIGNIÈRES (78310) ZA des Marais – 20 rue des Osiers**

**LE PRÉFET DES YVELINES**  
**Officier de la Légion d'honneur**  
**Commandant de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** le règlement européen du 10 août 2018 ;

**Vu** le Code de l'environnement ;

**Vu** le récépissé préfectoral en date du 5 septembre 1988 prenant acte de la déclaration de la société SAFETY KLEEN relative à l'exploitation d'un dépôt de liquides inflammables sur la commune de Coignières (78310) ZA des Marais – 20 rue des Osiers ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 19 décembre 1996 imposant à la société SAFETY KLEEN FRANCE dont le siège est situé 65 avenue Jean Mermoz à La Courneuve (93126) des prescriptions spéciales suite à une pollution du sol et de la nappe superficielle par du white-spirit relative aux installations qu'elle exploite à Coignières (78310) ZA des Marais – 20, rue des Osiers ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 25 avril 2001 autorisant la société SAFETY KLEEN FRANCE à exploiter une installation de transit de déchets industriels à hauteur de 1 500 tonnes par an au titre de la rubrique n°167-a ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2008 imposant à la société SAFETY KLEEN FRANCE des prescriptions complémentaires concernant la demande d'extension du kit de conditionnement des solvants usagés et la mise en place d'une citerne verticale destinée au stockage des produits de lessiviels usagés pour les installations qu'elle exploite à Coignières (78310) ZA des Marais - 20 rue des Osiers ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 8 février 2008 imposant à la société SAFETY KLEEN FRANCE des prescriptions complémentaires modifiant les prescriptions de l'article 3.III.1.5 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2001 pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Coignières (78310) ZA des Marais -20 rue des Osiers ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2011 actualisant le classement des installations exploitées par la société SAFETY KLEEN FRANCE sur son site de Coignières (78310) ZA des Marais- 20 rue des Osiers ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 8 octobre 2015 imposant à la société SAFETY KLEEN FRANCE des prescriptions complémentaires pour le site qu'elle exploite sur la commune de Coignières (78310) ZA des Marais – 20 rue des Osiers ;

**Vu** le dossier de réexamen transmis par la société SAFETY KLEEN FRANCE le 18 octobre 2019 concernant son positionnement par rapport à la directive IED ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 janvier 2023 faisant suite à l'inspection du site exploité par la société SAFETY KLEEN FRANCE du 16 décembre 2022 qui avait été annoncée le 17 novembre 2022 ;

**Considérant** que lors de l'inspection du 16 décembre 2022, la société SAFETY KLEEN FRANCE a communiqué la feuille d'émargement concernant la « sensibilisation au risque incendie et utilisation d'extincteurs sur unité mobile » en date du 25 février 2015, aucune autre formation de ce type ne semblant avoir été dispensée depuis cette date ; l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les membres de l'équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention ;

**Considérant** que dans son dossier de réexamen du 18 octobre 2019 et par échange de courriel la société SAFETY KLEEN FRANCE s'était engagée à mettre en fonctionnement un dispositif de captation des vapeurs de solvants (émissions atmosphériques diffuses) alors que l'inspection du 16 décembre 2022 a constaté l'absence de ce dispositif ; l'exploitant précisant que le choix du prestataire pour la pose de ce dispositif n'est à ce jour, toujours pas arrêté ;

**Considérant** que lors de l'inspection du 16 décembre 2022, l'inspection a constaté l'absence de détecteur de niveau des cuves de solvants sur le site exploité par la société SAFETY KLEEN FRANCE sur la commune de Coignières (78310) ZA des Marais – 20 rue des Osiers ;

**Considérant** qu'à l'issue de l'inspection du 16 décembre 2022 la société SAFETY KLEEN FRANCE a transmis des rapports d'analyses d'eaux pluviales réalisés en octobre 2019 et le 8 janvier 2021 montrant des dépassements des valeurs limites d'émissions dont il n'est pas en mesure de fournir des éléments permettant de les justifier ni de communiquer les derniers rapports d'intervention de curage du séparateur d'hydrocarbures pour les installations qu'il exploite à Coignières (78310) ZA des Marais – 20 rue des Osiers ;

**Vu** le projet d'arrêté transmis au demandeur par courrier recommandé du 23 février 2023 ;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas émis d'observation sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis le 27 février 2023 ;

**Considérant** que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 3.V.7.2.1, 3.1.6.3 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2001 et des articles MTD 14 et 19 du règlement européen du 10 août 2018 susvisés ;

**Considérant** les non-conformités relevées et les enjeux associés ;

**Considérant** qu'il convient en conséquence de faire application de l'article L.171-8-I du Code de l'environnement et de mettre en demeure la société SAFETY KLEEN FRANCE pour les installations qu'elle exploite à Coignières (78310) ZA des Marais – 20 rue des Osiers de respecter les prescriptions des articles 3.V.7.2.1, 3.1.6.3 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2001 et des articles



MTD 14 et 19 du règlement européen du 10 août 2018 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire général de la Préfecture,

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :** La société SAFETY KLEEN FRANCE est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Coignières (78310) ZA des Marais – 20 rue des Osiers **dans un délai de 6 mois** de respecter l'article 3.V.7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2001 en :

- mettant en place un programme de formation du personnel afin que ce dernier soit formé aux différentes situations d'urgence identifiées,
- constituant une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site. Cette équipe devra être formée au maniement des moyens d'intervention et s'entraîner à la manœuvre des moyens de secours au moins tous les 6 mois.

**Article 2 :** La société SAFETY KLEEN FRANCE est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Coignières (78310) ZA des Marais – 20 rue des Osiers **dans un délai de 6 mois** de respecter la MTD (meilleure technique disponible) 14 du BREF WT – règlement européen du 10 août 2018, applicable à l'exploitant depuis le 17 août 2022 en mettant en place un dispositif en capacité de capter et de traiter les émissions diffuses générées lors des vidages des bidons sur le site qu'elle exploite à Coignières (78310) ZA des Marais – 20 rue des Osiers.

**Article 3 :** La société SAFETY KLEEN FRANCE est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Coignières (78310) ZA des Marais – 20 rue des Osiers **dans un délai de 6 mois** de respecter la MTD (meilleure technique disponible) 19 du BREF WT – règlement européen du 10 août 2018, applicable à l'exploitant depuis le 17 août 2022 en mettant en place des détecteurs de niveau de cuves de solvants sur le site qu'elle exploite à Coignières (78310) ZA des Marais – 20 rue des Osiers.

**Article 4 :** La société SAFETY KLEEN FRANCE est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Coignières (78310) ZA des Marais – 20 rue des Osiers **dans un délai de 6 mois** de respecter les dispositions de l'article 3.1.6.3. de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2001 en :

- fournissant les éléments permettant de justifier les dépassements relevés
- mettant en place des actions visant à ne plus dépasser les VLE (valeurs limites d'émissions) fixées par l'article 3.1.6.3 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2001 ;
- faisant réaliser des analyses d'eaux pluviales à l'issue des actions correctives. Les résultats seront communiqués à l'équipe d'inspection au plus tard dans les 15 jours suivant leur réception.

**Article 5 :** En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 à 4 dans les délais prévus à ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, des sanctions seront arrêtées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

**Article 6 :** Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans le délai de deux mois à compter

de la notification ou de la publication du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>).

**Article 7 :** Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pendant une durée minimale de deux mois.

Copie en sera adressée :

- au secrétaire général de la préfecture des Yvelines,
- au sous-préfet de Rambouillet,
- au maire de Coignières,
- à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **11 7 AVR. 2023**

Le Préfet

La chef de l'unité départementale  
des Yvelines

Delphine DUBOIS